

## Au sommaire



## A La Une

**ACTUALITE DE LA FPC (Droit et pratiques)**

- Réforme de la formation professionnelle :
  - > Projet d'ANI de la formation
  - > Les propositions du gouvernement
  - > Les réactions aux annonces de la ministre du Travail
  - > Les Français dans le flou
  - > Le journal de la réforme : un site consacré à la réforme de la formation professionnelle
- Le Compte personnel de formation (CPF) intègre le site [moncompteactivite.gouv.fr](http://moncompteactivite.gouv.fr)
- La formation continue, remède contre le chômage ?
- Second rapport du Fpspp au Parlement
- Forma'Diag, un outil pour mieux définir les politiques de formation
- Les OPCA, plus que de simples collecteurs

**CENTRES ET TERRITOIRES**

- Régions de France s'engage au plus près des territoires
- Prospective métiers et qualifications 2030, c'est parti !
- Les nouvelles compétences demandées aux cadres
- Transformation en profondeur de l'offre de formation
- Des chercheurs montrent la corrélation entre décrochage scolaire et marché du travail

**PROGRAMMES SPECIFIQUES**

- Appel à projets «Agir en faveur de l'égalité professionnelle et de la mixité»
- Une vidéo pour comprendre les dispositifs d'emploi accompagné
- Une instruction précise la mise en œuvre du dispositif d'emploi accompagné
- Les accords agréés en faveur de l'emploi des travailleurs handicapés
- L'égalité entre femmes et hommes dans le champ culturel
- Le gouvernement ouvre une concertation sur l'égalité professionnelle
- 10 actions pour en finir avec les inégalités salariales

**DIPLOMES, QUALIFICATIONS, VAE**

- En Auvergne-Rhône-Alpes, l'information sur la VAE repose sur les opérateurs du CEP
- La liste nationale interprofessionnelle, LNI

**FILIERES PROFESSIONNELLES**

- Portrait de l'enseignement agricole
- Une convention pour faire connaître l'enseignement agricole
- Baromètre 2018 des métiers du numérique

**COOPERATION INTERNATIONALE**

- Coopwood soutient les métiers du bois

**Actualités de la FPC**

- Réforme de la formation professionnelle :
  - Les propositions du Gouvernement
  - Les réactions aux annonces de la ministre du Travail
  - Le journal de la réforme : un site consacré à la réforme professionnelle
- Le compte personnel de formation
- La formation continue, remède contre le chômage ?
- Form'Diag, un outil pour mieux définir les politiques de formation

**Centres, Territoires et Qualité**

- Régions de France s'engage au plus près des territoires
- Transformation en profondeur de l'offre de formation

**Programmes spécifiques**

- Une vidéo pour comprendre les dispositifs d'emploi accompagné

**Filières professionnelles**

- Portrait de l'enseignement agricole

La réforme de la formation continue et de l'apprentissage occupe une place importante dans l'actualité de ce début d'année. Pour cette raison, certaines thématiques peuvent être abordées sur cette page au détriment de la rubrique qui leur est habituellement consacrée.

SPÉCIAL  
RÉFORME

## -> **Projet d'ANI de la formation**

Suite au projet d'accord national interprofessionnel « pour l'accompagnement des évolutions professionnelles, l'investissement dans les compétences et le développement de l'alternance », issu de la négociation sur la formation professionnelle du 22 février dernier, les organismes syndicaux Cfdt et Cftc promettent leur signature à l'unique condition que les mesures dissuasives pour lutter contre le recours excessif aux CDD soient spécifiées dans le projet.

**Consultation** des [12 mesures-clés de la réforme](#)

## -> **Les propositions du gouvernement**

Suite à la proposition faite par les partenaires sociaux, la ministre du travail a annoncé les propositions du gouvernement relatives à la réforme de la formation professionnelle. Avec pour objectif principal la simplification de l'appareil et la prise en charge des candidats de leur droit à la formation, on retrouve :

- la valorisation du Compte personnel de formation (CPF) en euros,
- la création d'une application numérique CPF,
- la refonte du Conseil en évolution professionnelle (CEP),
- le transfert des cotisations formation des entreprises vers l'Urssaf,
- la simplification du plan de formation, la transformation des Opca en opérateurs de compétences par filière,
- la création d'une Agence nationale «France compétences», en remplacement des trois instances de gouvernance actuelle (Fpspp, Cnefop, Copanef).

**Consultation** du [dossier de presse relatif aux mesures du gouvernement](#)

## -> **Les réactions aux annonces de la ministre du Travail**

Lors des arbitrages gouvernementaux sur la réforme de la formation professionnelle du 5 mars dernier, la ministre du travail a vu ses annonces réprochées par les organisations syndicales. En effet, parmi ces annonces il est question de la « monétisation du compte personnel formation » ce qui alarme FO et la CGT alors que la CFDT redoute de voir les droits des salariés altérés par cette mesure.

Parmi les réserves émises au sein du patronat, celle du Medef s'inquiète de voir apparaître de nouveaux bouleversements sans concertation au détriment du sens même de la formation. La CGPME quant à elle, évoque une « usine à gaz, avec l'Urssaf d'un côté et les acteurs de la formation de l'autre ».

Si les Régions accordent à la ministre la nécessité de concentrer les objectifs de la réforme vers les demandeurs d'emplois, ils déplorent cependant que le système de formation ne soit pas plus simplifié.

**Consultation** de [l'article](#)

## -> **Les Français dans le flou**

Dans le cadre de la réforme de la formation professionnelle une enquête BVA/La Tribune révèle que seulement 17 % des personnes interrogées comprennent l'objet de la réforme contre 55 % qui ne savent pas de quoi il s'agit.

83 % des plus de 50 ans et 73 % des cadres ont connaissance du projet de la réforme contre 62 % des moins de 50 ans et 62 % des employés et ouvriers.

77 % des individus interrogés estiment que l'appareil de formation actuel est inefficace (dont 84 % des cadres), pas facile à comprendre (dont 85 % des moins de 35 ans) et 75 % le trouvent difficile d'accès.

**Consultation** de [l'article](#)

**Consultation** des [résultats de l'enquête](#)

## -> **Le journal de la réforme : un site consacré à la réforme de la formation professionnelle**

Un site entièrement consacré à la réforme de la formation professionnelle de 2018 vient d'être mis en ligne par Centre Inffo. Il a été conçu afin de :

- apporter une meilleure visibilité sur les concertations en cours aux professionnels ;
- décrypter les changements à venir ;
- suivre les différentes étapes de la mise oeuvre de la réforme.

Réalisé à partir de trois thématiques (formation professionnelle, apprentissage, assurance chômage), il est mis à jour quotidiennement et propose une newsletter hebdomadaire sur abonnement.

**Consultation** du [portail](#)

**POUR**

### Le Compte personnel de formation (CPF) intègre le site [moncompteactivite.gouv.fr](http://moncompteactivite.gouv.fr)

Suite à la réforme de la formation professionnelle, le grand public pourra retrouver l'ensemble des droits à la formation sur un site unique : [moncompteactivite.gouv.fr](http://moncompteactivite.gouv.fr)

Sous un format plus moderne et plus lisible, l'internaute pourra consulter :

- l'ensemble des dossiers de formation,
- ses heures CPF et DIF ainsi que l'historique de son compte,
- des formations adaptées à son statut et à ses attentes,
- des informations détaillées sur les démarches à entreprendre et les interlocuteurs à contacter.

**Consultation** de [l'espace web](#)

### La formation continue, remède contre le chômage ?

Un dossier consacré à la réforme de l'apprentissage et de la formation professionnelle vient d'être publié dans le magazine Alternatives économiques. Du constat selon lequel la formation professionnelle ne permet pas l'employabilité des salariés aux analyses sur la réforme en cours, en passant par les portraits concrets de demandeurs d'emploi ayant eu recours à la formation professionnelle, le magazine fait la conclusion que si cette réforme permet la sécurisation des parcours professionnels, elle n'est pas une solution pour résorber le chômage.

**Consultation** du [sommaire de la revue n° 377 de mars 2018](#)

### Second rapport du Fpspp au Parlement

Un second rapport du Fpspp\* vient d'être remis au Parlement. Il répertorie l'ensemble de ses actions et pointe l'aspect partenariale de ses interventions, notamment avec les autres organismes paritaires. Il est constitué d'une soixantaine de fiches indépendantes qui retracent les différentes catégories de ses actions.

\* Fonds paritaire de sécurisation des parcours professionnels

**Consultation** de la [page de présentation du rapport](#)

### Forma'Diag, un outil pour mieux définir les politiques de formation

Afin de mieux cerner les besoins en matière de développement des compétences des demandeurs d'emploi et des entreprises, Pôle emploi a élaboré et mis en oeuvre un outil : Forma'Diag.

Destiné aux acteurs qui participent à la mise en oeuvre de la politique de formation, il a été créé à partir des bases de données de Pôle emploi, de l'Acoss, de l'Insee et de la Dares. Il apporte les informations nécessaires aux territoires pour la prise de décision sur les formations, notamment sur les aspects de financement (Agefiph, Opca, Pôle emploi) ainsi que sur les différents acteurs du Cep.

**Consultation** de la [page dédiée à Forma'Diag](#)

### Les OPCA, plus que de simples collecteurs

Les OPCA, plus que de simples collecteurs, Formation continue des entreprises (coll.), Céreq, mars 2018

Suite aux réformes successives de la formation professionnelle des entreprises (2014 et 2018), les missions des organismes collecteurs sont modifiées. De nouvelles dispositions législatives ont transformé leur rôle initial de collecteur le faisant évoluer dans une nouvelle activité de conseil et d'ingénierie auprès des entreprises.

**Consultation** de la [page dédiée à l'étude](#)

## Régions de France s'engage au plus près des territoires

Afin que son champ d'action pour la formation professionnelle demeure au plus près des territoires, Régions de France vient de signer deux accords de partenariats.

Le premier a été conclu avec l'Union nationale des Maisons familiales et rurales afin de consolider leur choix « de développer des formations de qualité pour les jeunes et les adultes du milieu rural et de renforcer le rôle de chaque MFR comme pôle de développement au profit du territoire ».

Quant au second, conclu avec CCI France, il a pour objectif de « mettre en oeuvre des chantiers de coopération à l'échelle nationale, en particulier sur la formation et l'apprentissage et l'accompagnement des porteurs de projets ».

**Consultation** des articles dédiés aux accords de partenariats :

- avec l'Union des MFR
- avec CCI France

## Prospective métiers et qualifications 2030, c'est parti !

A l'occasion du lancement des travaux Prospectives métiers et qualifications (PMQ) 2030, un bilan des exercices précédents vient d'être publié. Selon la cheffe de projet France Stratégie, cette nouvelle étude vise à « borner les possibles sur la transformation de l'emploi et des métiers », en d'autres termes, dresser le paysage prospectif du travail en France dans 10 ans ainsi que d'identifier les facteurs "anxiogène" afin de « pouvoir lever les alarmes » et, de ce fait, être en mesure de prendre les bonnes décisions sur le plan social.

Publiés en 2030, les résultats de ces travaux feront l'objet d'un bilan intermédiaire afin que soient prises en compte les dernières évolutions économiques et technologiques.

**Consultation** de la [page dédiée au lancement des travaux PMQ 2030](#)

## Les nouvelles compétences demandées aux cadres

Evolution des métiers et des compétences cadres : quels enjeux ?, Les études de l'emploi-cadre n° 2018-02 (coll.), Apec, février 2018

L'Apec\* a réalisé une étude sur les nouvelles compétences demandées aux cadres. De la transition énergétique à la transformation numérique, en passant par la course à l'innovation, ces nouvelles vagues impliquent des compétences transverses, des modalités de travail collaboratives et moins hiérarchiques, ce qui implique de savoir manager des équipes pluridisciplinaires. « Gérer la complexité, telle est plus que jamais la nouvelle mission des cadres ».

\* Association pour l'emploi des cadres

**Consultation** de la [page de présentation de l'étude](#)

## Transformation en profondeur de l'offre de formation

Parmi les nouveautés relatives à la réforme de la formation professionnelle, les actifs pourront désormais disposer de leur CPF sans intermédiaire. Par conséquent, cette latitude modifie l'offre de formation. En effet, désormais les organismes de formation seront tenus de respecter un cahier des charges défini par la future agence nationale - France compétences -, pour que leurs offres de formation soient accessibles sur l'application mobile du CPF. Cette transformation induit également une augmentation de la démarche Qualité et un nouveau dispositif modulaire des actions de formation.

**Consultation** de l'[article](#)

## Des chercheurs montrent la corrélation entre décrochage scolaire et marché du travail

Une équipe de chercheurs français mènent des travaux dans le cadre du projet « Territoires et décrochages scolaires » (Teds). Ce programme a pour objectif d'expliquer les différences territoriales du décrochage scolaire en France afin d'identifier les effets de contexte de ce phénomène mais aussi, de mieux appréhender la diversité des parcours et les motifs de décrochage des jeunes. Alors que sont généralement pointés les facteurs sociaux (familles défavorisées, niveau de diplôme des parents...) du décrochage scolaire, cette étude démontre que « le dynamisme du marché local de l'emploi compte tout autant ». Il apparaît que les jeunes décrocheurs se retrouvent démunis en fonction du territoire où ils résident, qu'il soit urbain, périurbain ou rural.

**Consultation** de la [page consacrée au projet Teds](#)

## Appel à projets « Agir en faveur de l'égalité professionnelle et de la mixité »

Le lancement du 5e appel à projets du Fact\* vient d'être annoncé par l'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail. Il aura pour thème « Agir en faveur de l'égalité professionnelle et de la mixité » afin de renforcer les initiatives opérationnelles d'un secteur d'activité, d'un territoire ou d'une structure par :

- le développement des outils et des pratiques de prévention et de santé au travail ;
- la mise en oeuvre des démarches de prévention, de détection et de gestion des agissements sexistes et des situations de harcèlement sexuel au travail ;
- la création d'outils pour les négociations collectives ou l'élaboration de plans d'actions ;
- la diffusion des bonnes pratiques auprès d'acteurs relais, de dirigeants d'entreprises ou de consultants.

Les dossiers de candidatures peuvent être déposés jusqu'au 13 avril 2018.

\*Fonds pour l'amélioration des conditions de travail

**Consultation** de la [page dédiée à l'appel à projets](#)

## Les accords agréés en faveur de l'emploi des travailleurs handicapés

Afin de proposer un appui méthodique pour encourager l'emploi des travailleurs handicapés aux entreprises et aux services de l'Etat, le ministère du travail vient de publier un guide. Il permettra non seulement de favoriser la conclusion d'accords en vue de leur agrément, mais aussi de répondre aux questions des différents acteurs :

- sur les avantages d'un accord ;
- sur l'état du droit et de la doctrine de l'administration ;
- sur la méthodologie pour aborder la construction d'un accord ;
- sur les ressources disponibles pour les entreprises qui s'engagent dans cette voie (conseils, financements...).

**Consultation** de la [page dédiée au guide](#)

## L'égalité entre femmes et hommes dans le champ culturel

**Observatoire de l'égalité entre femmes et hommes dans la culture et la communication, Ministère de la culture, mars 2018**

La 6e édition de l'Observatoire de l'égalité entre femmes et hommes dans la culture et la communication vient d'être publiée. Réalisée par le ministère de la Culture, ce document dresse le bilan de la place des femmes dans les domaines du champ culturel. Ce bilan fait état des efforts qu'il reste à fournir afin d'encourager l'égalité dans les nominations, les rémunérations, l'accès aux professions, à la programmation, à la consécration, à l'ensemble des points constituant la feuille de route égalité du ministère de la culture et de la communication pour 2018, approuvée dans le cadre du comité ministériel pour l'égalité.

**Consultation** de la [page consacrée à l'édition 2018 de l'Observatoire de l'égalité entre femmes et hommes dans la culture et la communication](#)

## Une vidéo pour comprendre les dispositifs d'emploi accompagné

Une vidéo pédagogique vient d'être réalisée par le Fiphfp\*. Son objectif est de présenter les dispositifs d'emploi accompagnés et comment les mobiliser, aux futurs employeurs.

\*Fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique  
**Découvrir** la [vidéo](#)

## Le gouvernement ouvre une concertation sur l'égalité professionnelle

Lors d'une réunion de concertation avec les partenaires sociaux début mars, le gouvernement a annoncé son intention de rendre obligatoire la notion d'égalité professionnelle entre les femmes et hommes. A cette fin, il prévoit d'imposer un outil de mesure des écarts salariaux aux entreprises ainsi que la mise en place d'un délai de mise en conformité. A l'issue de cette concertation, les organisations syndicales et patronales auront à rendre leurs conclusions en vue de l'adoption d'un « plan stratégique » dont les mesures feront l'objet d'un volet « égalité professionnelle » dans le futur projet de loi « avenir professionnel ». Ce dernier sera proposé en conseil des ministres à la mi-avril au même titre que l'assurance chômage, la formation professionnelle et l'apprentissage.

**Consultation** de la [page dédiée à la concertation sur l'égalité professionnelle](#)

## Une instruction précise la mise en oeuvre du dispositif d'emploi accompagné

Les structures qui, en tant que personnes morales, peuvent être habilitées à gérer des dispositifs d'emploi accompagné, les crédits alloués pour le financement des dispositifs en 2018 ont fait l'objet d'une instruction interministérielle. Cette note précise les modalités de l'accompagnement ainsi que le nombre de travailleurs en situation de handicap prédisposé à bénéficier d'un accompagnement.

**Consultation** de la [circulaire n° DGCS/3B/5A/DGEFP/METH/2018/36 du 14 février 2018](#)

## 10 actions pour en finir avec les inégalités salariales

Pour venir à bout des écarts de salaires et promouvoir l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, la ministre du Travail vient de présenter dix actions dont :

- le principe « à travail égal, salaire égal »,
- l'acquisition de droits à la formation complémentaires pour les actifs à temps partiel,
- la lutte contre les stéréotypes à l'embauche,
- la conciliation vie professionnelle et vie personnelle et familiale avec la valorisation des bonnes pratiques.

**Consultation** de la [page consacrée à la présentation de la ministre du travail](#)

### En Auvergne-Rhône-Alpes, l'information sur la VAE repose sur les opérateurs du CEP

Les modalités de fonctionnement du réseau d'information et de conseil sur la VAE de la région Auvergne-Rhône-Alpes ont été modifiées. Dorénavant les activités du réseau reposent sur les acteurs (Pôle emploi, Missions locales, Cap emploi, Apec et Fongecif-Opacif) du Conseil en évolution professionnelle (CEP) qui n'ont pas les connaissances spécifiques pour accompagner les candidats dans leur parcours. Pour pallier à ce problème, l'association Auvergne-Rhône-Alpes va conduire un pôle d'appui composé de trois référents techniques afin de venir en appui aux conseillers et référents VAE. Cet appui va dans la continuité de l'organisation de développement et d'actualisation de connaissance engagée en collaboration avec le Carif-Oref.

**Consultation** de la [page consacrée à la VAE sur le site web du Carif-Oref Auvergne-Rhône-Alpes](#)

### La liste nationale interprofessionnelle, LNI

Afin de se repérer dans l'offre CPF, le Copanef\* a mis en place une liste nationale interprofessionnelle des certifications éligibles au compte personnel de formation (CPF). Sous forme de fichier Excel sont présentées les 40 202 certifications proposées aujourd'hui par les éditeurs, soit la totalité des certifications présentées sur le site [moncompteformation.gouv.fr](#). Une ventilation des résultats par public et par niveau est accessible via les filtres proposés par le tableur.

**Présentation** de la [plateforme LNI](#)

**Inscription** à la [Liste nationale interprofessionnelle](#)

## professionnelles

### Portrait de l'enseignement agricole

Le ministère de l'agriculture vient de publier un ouvrage dans lequel on découvre les principales caractéristiques de l'enseignement agricole. Outre les indicateurs chiffrés des différents domaines de l'enseignement agricole, il présente ses différentes facettes, à savoir :

- le système éducatif,
- les formations et les différentes voies d'accès,
- les diplômes des secteurs de l'agriculture, de l'agroalimentaire, de l'environnement et des services à la personne,
- les établissements et leur lien avec la recherche et l'innovation.

**Consultation** de la [page dédiée à l'ouvrage](#)

### Une convention pour faire connaître l'enseignement agricole

Une convention vient d'être signée entre les ministres de l'Education nationale et de l'Agriculture. Son objectif est de préciser la place de l'enseignement agricole au sein du service public d'éducation et de formation afin de mobiliser les moyens nécessaires, en collaboration avec les régions, pour promouvoir ce dispositif auprès des jeunes et de leurs familles ainsi qu'auprès des professionnels de l'éducation et de l'orientation. Il est demandé aux autorités académiques de diffuser et mettre en application cette convention sur leur territoire.

**Consultation** de la [convention](#)

### Baromètre 2018 des métiers du numérique

Le baromètre 2018 des métiers du numérique vient d'être publié par l'Observatoire des métiers de l'Institut Mines-Télécom. Cette enquête, réalisée lors du Forum des télécommunications, permet de distinguer les orientations des recruteurs du secteur sur l'année en cours. Il en ressort que, porté par la reprise économique, ce secteur s'annonce très prometteur en matière de recrutement, plus précisément pour les spécialistes de la cyber sécurité et le Big Data.

**Consultation** du [Baromètre 2018](#)

**POUR**
**Coopwood soutient les métiers du bois**

Afin de promouvoir la coopération transfrontalière entre les acteurs de la formation professionnelle des métiers du bois et ses entreprises, le projet Coopwood a été créé. Lancé en janvier 2018, ce projet permet « une amélioration substantielle des contenus, des méthodes, des outils et des offres de formation répondant mieux à la demande du tissu entrepreneurial » par l'unification des partenaires des deux côtés de la frontière franco-espagnole dont les chambres de métiers et de l'artisanat de l'Ariège et des Pyrénées-Atlantiques.

**Consultation** de l'article consacré au projet Coopwood

**Mars 2018**


# POUR NFO

Mars 2018

Coordination : Sylvie Petitjean - Laurence Verrier - Cécile Weidmann  
Cellule de veille gérée par Frédérique Rousseau  
Logo : Brigitte Mignotte - Maquette, conception graphique et mise en page : Frédérique Rousseau - Mars 2018